

INTOSAI



# Revue

INTERNATIONALE  
de la vérification des comptes publics



Janvier 2009



#### Conseil de rédaction

Josef Moser, *Président de la Cour des comptes de l'Autriche*  
Sheila Fraser, *Vérificatrice générale du Canada*  
Faïza Kéfi, *Première Présidente de la Cour des comptes de la Tunisie*  
Gene Dodaro, *Contrôleur général par intérim des États-Unis*  
Clodosbaldo Russián Uzcátegui, *Auditeur général du Venezuela*

#### Présidente

Helen H. Hsing (É.-U.)

#### Rédacteur en chef

Muriel Forster (É.-U.)

#### Rédacteurs en chef adjoints

Linda J. Sellevaag (É.-U.)

#### Rédacteurs associés

Bureau du vérificateur général (Canada)  
Khalid Bin Jamal (ASOSAI-Inde)  
Luseane Sikalu (SPASAI-Tonga)  
Secrétariat de la CAROSAI (Sainte-Lucie)  
Secrétariat général de l'EUROSAI (Espagne)  
Khemais Hosni (Tunisie)  
Yadira Espinoza Moreno (Venezuela)  
Secrétariat général de l'INTOSAI (Autriche)  
Bureau de reddition de comptes du gouvernement (É.-U.)

#### Administration

Sebrina Chase (É.-U.)  
Paul Miller (É.-U.)

#### Membres du Comité directeur de l'INTOSAI

Arturo González de Aragón, *Auditeur général, Cour supérieure d'audit de la Fédération du Mexique, président*  
Terence Nombembe, *Auditeur général, Bureau de l'auditeur général, Afrique du Sud, premier vice-président*  
Osama Jaffer Faquih, *Président, Bureau général de contrôle, Arabie saoudite, vice-président*  
Josef Moser, *Président, Cour des comptes, Autriche, secrétaire général*  
Liu Jiayi, *Auditeur général, Bureau de contrôle national, République populaire de Chine*  
Paul R.S. Allsworth, *Directeur de l'audit, Bureau d'audit Îles Cook*  
Ziriyo Bogui, *Président, Chambre des comptes, Côte d'Ivoire*  
Árpád Kovács, *Président, Allami Számvevőszék, Hongrie*  
Vinod Rai, *Contrôleur et Auditeur général, Inde*  
Hwang Sik Kim, *Président, Commission de contrôle et d'inspection, Corée*  
Ali Al-Hesnawi, *Auditeur général, Conseil d'inspection et de contrôle populaire, Libye*  
Luis A. Montenegro Espinoza, *Président, Conseil supérieur de contrôle général, Nicaragua*  
Jörgen Kosmo, *Auditeur général, Norvège*  
Sergey Vadimovich Stepachin, *Président, Cour des comptes, Fédération de Russie*  
Albert Edwards, *Directeur de l'audit, Bureau national de l'audit, Saint-Kitts et Nevis*  
Tim Burr, *Contrôleur et Auditeur général, Bureau d'audit national, Royaume-Uni*  
Gene Dodaro, *Contrôleur général par intérim, Bureau de reddition de comptes du gouvernement, États-Unis*  
Clodosbaldo Russián Uzcátegui, *Auditeur général, Venezuela*

La *Revue internationale de la vérification des comptes publics* est publiée tous les trimestres (janvier, avril, juillet et octobre) pour l'INTOSAI (Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques) en allemand, en anglais, en arabe, en espagnol et en français. La *Revue*, organe officiel de l'INTOSAI, vise à l'avancement des procédés et techniques d'audit dans le secteur public. Les opinions et les idées formulées n'engagent que la rédaction et les auteurs des textes et ne reflètent pas nécessairement les vues ou l'orientation de l'Organisation.

La rédaction invite les personnes intéressées à soumettre des articles, des rapports spéciaux ou des informations à ses bureaux, aux soins de :

U.S. Government Accountability Office  
Room 7814, 441 G Street NW  
Washington, D.C. 20548  
United States

Téléphone : 202-512-4707  
Fax : 202-512-4021  
Courriel : [intosaijournal@gao.gov](mailto:intosaijournal@gao.gov)

La *Revue* sert parfois de document pédagogique. La rédaction accorde donc la préférence aux articles traitant d'aspects pratiques de l'audit dans le secteur public. Il peut s'agir d'études de cas, de commentaires sur de nouvelles méthodes d'audit ou de descriptions de programmes de formation en audit. Les articles traitant surtout d'aspects théoriques ne conviennent pas.

La *Revue* est distribuée gratuitement aux membres de l'INTOSAI et aux intéressés. Elle se trouve sur le site Web de l'INTOSAI à [www.intosai.org](http://www.intosai.org). On peut aussi l'obtenir en communiquant avec la Revue à [intosaijournal@gao.gov](mailto:intosaijournal@gao.gov).

Les articles de la *Revue* sont répertoriés dans l'Accountants' Index par l'American Institute of Certified Public Accountants et présentés dans la publication Management Contents. Des articles choisis figurent également dans les comptes rendus analytiques publiés par les sociétés Anbar Management Services, de Wembley, en Angleterre, et University Microfilms International, d'Ann Arbor (Michigan), aux États-Unis.

## Table des matières

Éditorial .....	1
En bref .....	5
Utilisez les médias.....	8
11e Assemblée de l'AFROSAI ...	14
Le Plan stratégique sous les projecteurs.....	18
Dans le cadre de l'INTOSAI.....	21
Nouvelles de l'IDI.....	31
Événements de l'INTOSAI.....	33



## Le nouveau *Task force* stratégie de communication de l'INTOSAI met l'accent sur l'indépendance en 2009

### Josef Moser

Secrétaire général de l'INTOSAI

Se fondant sur la devise de l'INTOSAI, « L'expérience mutuelle profite à tous », et désireux de réaliser l'objectif n° 3 du Plan stratégique de l'INTOSAI, les participants au XIX<sup>e</sup> INCOSAI à Mexico ont adopté une politique de communication qui met l'accent sur la libre circulation de l'information, les échanges d'idées et d'expérience et la mise en commun des connaissances. Cette politique constituait la première étape vers une communication efficace, transparente et exacte au sein de l'INTOSAI, qui soit aussi actuelle et accessible. Cependant, il était nécessaire d'adopter une stratégie commune pour transformer la politique de communication en un instrument utile, cohérent et efficient, qui favorise la communication non seulement au sein de l'INTOSAI, mais aussi entre l'INTOSAI et ses partenaires externes. Le Comité directeur a donc constitué, en novembre 2007, un *Task force* stratégie de communication pour l'INTOSAI. La Cour des comptes d'Autriche, qui abrite le Secrétariat général de l'INTOSAI, préside le *Task force*. Afin de représenter les forces et les besoins uniques des sept groupes de travail régionaux de l'INTOSAI, les ISC qui accueillent les secrétariats généraux de chaque région ont été invitées à devenir membre du *Task force*. Les autres membres sont l'ISC de l'Inde, qui a conçu l'outil de collaboration de l'INTOSAI; l'Initiative de développement de l'INTOSAI (l'IDI); le directeur de la Planification stratégique; et l'ISC des États-Unis, qui publie *La Revue*.

Le *Task force* a comme premier objectif d'améliorer la communication en général, mais il se propose tout particulièrement de concevoir des outils et des instruments de communication utiles; de déterminer les groupes cibles; de convenir de messages

essentiels et de moyens pour les transmettre aux membres, aux organismes, aux partenaires et au grand public. S'inspirant de ces idées, le Comité directeur a établi cinq objectifs pour la politique et la stratégie de communication. Deux de ces objectifs portent sur les communications au sein de l'INTOSAI et les trois autres, sur les communications avec les partenaires de l'INTOSAI et les entités externes.

L'amélioration de la communication interne a comme objectifs

- d'augmenter les connaissances des membres de l'INTOSAI à un niveau uniforme à l'aide des moyens de communication existants;
- d'appuyer les membres de l'INTOSAI et de promouvoir la convergence.

La communication externe a comme objectifs

- de faire connaître aux décideurs et aux guides d'opinion les problèmes liés à l'audit dans le secteur public;
- de renforcer la position et la réputation des ISC et de l'INTOSAI;
- d'expliquer les avantages des ISC et de l'INTOSAI aux organisations partenaires.

Pour atteindre ces objectifs, il est proposé 1) de communiquer les problèmes et les préoccupations concernant les travaux de l'INTOSAI à tous ses membres; 2) de faire appel à des experts; 3) de prendre en considération les besoins régionaux; 4) de déterminer la valeur ajoutée de chaque ISC et de l'INTOSAI dans son ensemble. À cette fin, l'INTOSAI encouragera une meilleure compréhension, diffusera au grand public des renseignements d'ordre professionnel, comme les Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI), et communi-



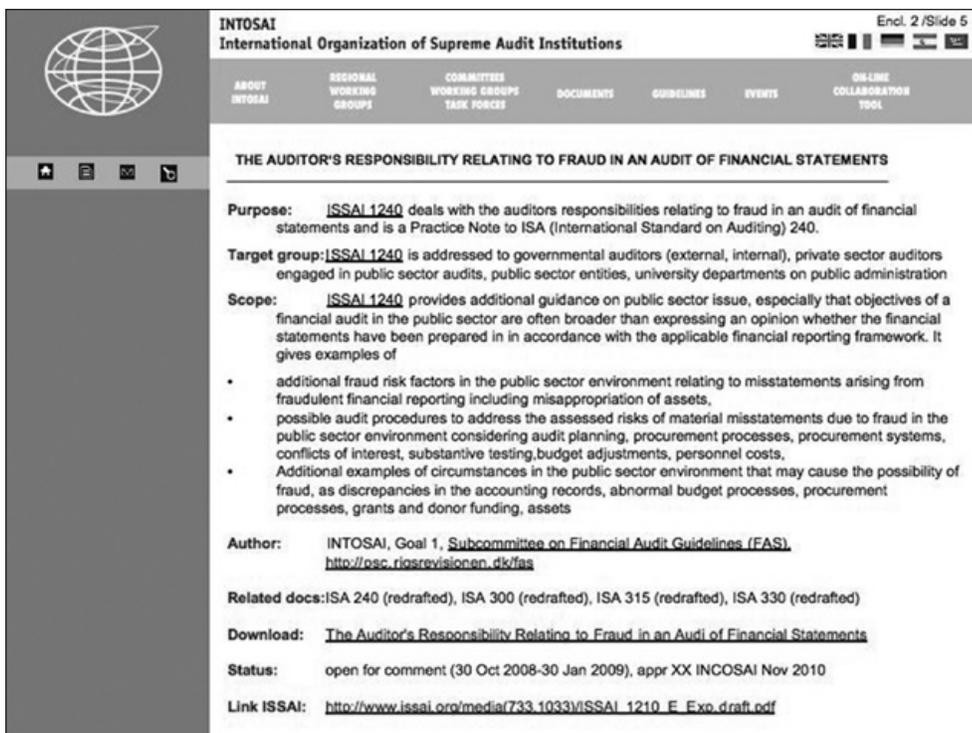
Les participants à la première réunion du *Task Force* stratégie de communication de l'INTOSAI

quera ouvertement avec les médias et les autres parties intéressées. Par conséquent, l'INTOSAI agira non seulement comme une organisation modèle, mais elle augmentera sa visibilité en tant que partenaire actif et réputé, à l'échelle internationale, pour toutes les questions ayant trait à l'audit dans le secteur public.

Le mandat du *Task force* stratégie de communication de l'INTOSAI a été établi au cours de sa première réunion tenue en novembre 2008. Le Comité directeur a par la suite adopté le mandat. Le *Task force* a également élaboré un plan d'action et un calendrier d'activités d'ici au XX<sup>e</sup> INCOSAI, en 2010. En outre, le *Task force* a convenu de centrer ses travaux sur un secteur ou thème spécial chaque année et de promouvoir les activités, les projets et les programmes qui se rattachent à chaque thème.

En 2009, le *Task force* a choisi pour thème l'importance de l'audit indépendant du secteur public dans le contexte des déclarations de Lima et de Mexico. Les divers groupes de travail régionaux, ISC, commissions, sous-commissions, groupes de travail et *Task force* sont invités à prendre une part active au développement de ce thème. En qualité de président du *Task force*, le Secrétariat général publiera une brochure sur ce sujet. De plus, *La Revue* publiera une série d'articles sur l'indépendance des ISC au cours de l'année. Les groupes de travail régionaux et les autres organes de l'INTOSAI sont invités à collaborer avec les ISC à la préparation d'activités sur ce thème.

Afin d'améliorer la communication interne et de faciliter aux auditeurs la consultation des documents pertinents portant sur le thème de cette année et sur d'autres sujets, le *Task force* met sur pied une nouvelle base de données complète et conviviale sur le



The screenshot shows the INTOSAI website interface. At the top, there is a navigation menu with links for ABOUT INTOSAI, REGIONAL WORKING GROUPS, COMMITTEES WORKING GROUPS TASK FORCES, DOCUMENTS, GUIDELINES, EVENTS, and ON-LINE COLLABORATION TOOL. The main content area displays the title of the document: "THE AUDITOR'S RESPONSIBILITY RELATING TO FRAUD IN AN AUDIT OF FINANCIAL STATEMENTS". Below the title, the document details are provided:

- Purpose:** ISSAI 1240 deals with the auditors responsibilities relating to fraud in an audit of financial statements and is a Practice Note to ISA (International Standard on Auditing) 240.
- Target group:** ISSAI 1240 is addressed to governmental auditors (external, internal), private sector auditors engaged in public sector audits, public sector entities, university departments on public administration
- Scope:** ISSAI 1240 provides additional guidance on public sector issue, especially that objectives of a financial audit in the public sector are often broader than expressing an opinion whether the financial statements have been prepared in accordance with the applicable financial reporting framework. It gives examples of
  - additional fraud risk factors in the public sector environment relating to misstatements arising from fraudulent financial reporting including misappropriation of assets,
  - possible audit procedures to address the assessed risks of material misstatements due to fraud in the public sector environment considering audit planning, procurement processes, procurement systems, conflicts of interest, substantive testing, budget adjustments, personnel costs,
  - Additional examples of circumstances in the public sector environment that may cause the possibility of fraud, as discrepancies in the accounting records, abnormal budget processes, procurement processes, grants and donor funding, assets
- Author:** INTOSAI, Goal 1, Subcommittee on Financial Audit Guidelines (FAS), <http://psc.risrevisionen.dk/fas>
- Related docs:** ISA 240 (redrafted), ISA 300 (redrafted), ISA 315 (redrafted), ISA 330 (redrafted)
- Download:** [The Auditor's Responsibility Relating to Fraud in an Audit of Financial Statements](#)
- Status:** open for comment (30 Oct 2008-30 Jan 2009), appr XX INCOSAI Nov 2010
- Link ISSAI:** [http://www.issai.org/media/733\\_1033/ISSAI\\_1210\\_E\\_Exp\\_draft.pdf](http://www.issai.org/media/733_1033/ISSAI_1210_E_Exp_draft.pdf)

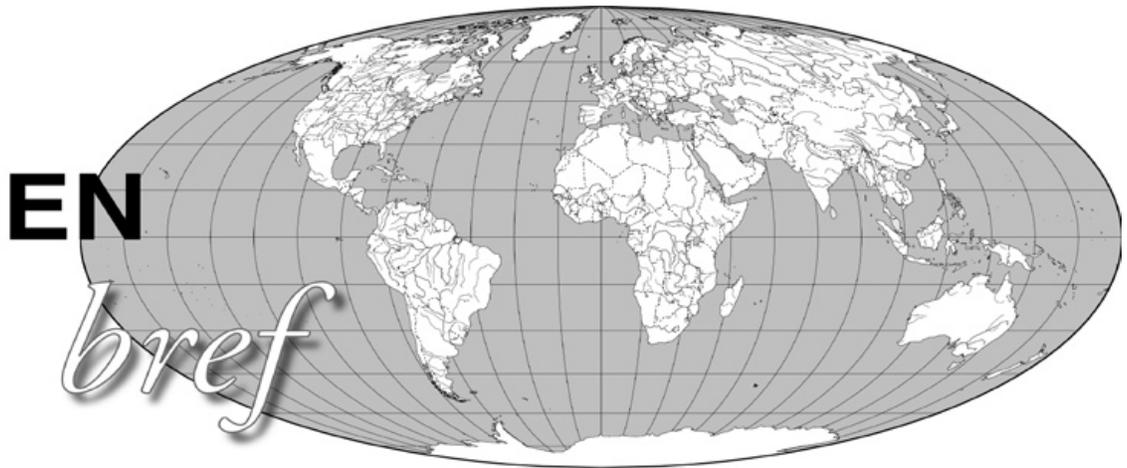
Modèle de sommaire des documents de l'INTOSAI

site Web de l'INTOSAI. Divers documents, normes et autres produits des entités de l'INTOSAI seront organisés par sujet et affichés sur le site Web. On y trouvera pour chaque document un sommaire ainsi que des liens au document lui-même et aux questions connexes. Un modèle de sommaire a été approuvé à la réunion du *Task force*. Il a été envoyé à tous les organismes de l'INTOSAI concernés et ceux-ci ont été priés de préparer des sommaires de leurs produits.

À leur prochaine réunion, en avril 2009, les membres du *Task force* discuteront des activités prévues sur le thème de cette année et de la contribution des membres à ce sujet. Ils examineront aussi d'autres questions relativement à la mise en œuvre des cinq objectifs du *Task force*.

Voir le *Plan stratégique sous les projecteurs*, à la p. 18, du présent numéro pour obtenir plus d'information sur la stratégie de communication de l'INTOSAI, en particulier sur le système de planification des communications qui est en voie d'élaboration.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le Secrétariat général de l'INTOSAI à [intosai@rechnungshof.gv.at](mailto:intosai@rechnungshof.gv.at).



## États-Unis

### Le GAO lance un site Web de transition pour la nouvelle Administration

Le jour suivant les élections nationales américaines, au moment où la nouvelle administration se préparait à prendre les commandes du gouvernement, le Contrôleur général par intérim, Gene Dodaro, a envoyé au Président et au Vice-président désignés une lettre pour leur offrir les services du Bureau de reddition de comptes du gouvernement (GAO). Des lettres semblables offrant l'aide du GAO pour la préparation du programme du prochain Congrès ont été envoyées aux leaders du Congrès, aux comités d'affectation des crédits et aux comités de surveillance du GAO.

Afin d'amorcer la transition, le GAO a lancé un site Web de transition deux jours après l'élection (voir [www.gao.gov/transition\\_2009](http://www.gao.gov/transition_2009)). Le site fait fond sur le vaste savoir institutionnel et les travaux non partisans, dans toutes les sphères de l'administration, pour présenter des perspectives essentielles sur les programmes, les politiques et les questions touchant la gestion auxquelles l'administration fédérale fait face.

Le site est divisé en six grandes sections : 1) les questions urgentes qui nécessitent une intervention immédiate et une surveillance continue afin de garantir la sécurité et le bien-être du pays; 2) les principaux défis qui ont une incidence sur la mission, le budget et les programmes de 28 agences fédérales; 3) environ 50 moyens de réduire les coûts et de limiter le gaspillage dans les organismes et les programmes et de percevoir les sommes dues à l'administration; 4) les défis de la gestion à l'échelle de l'administration en ce qui concerne l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacité opérationnelles et les réponses aux demandes existantes et nouvelles; 5) les initiatives pour régler les difficultés financières à long terme de l'administration fédérale, en particulier le déséquilibre grandissant entre les dépenses prévues et les recettes fiscales; 6) les exemples de prochains rapports du GAO sur les grands enjeux nationaux.

Les travaux de transition se poursuivront pendant une bonne partie de 2009 avec la publication par le GAO d'une liste de secteurs à risque élevé afin de diriger l'attention sur ceux qui nécessitent une transformation en profondeur ou qui risquent de présenter des cas de gaspillage, de fraude, d'abus et de mauvaise gestion.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le GAO :

Courriel : [spel@gao.gov](mailto:spel@gao.gov)  
Site Web : [www.gao.gov](http://www.gao.gov)

## Irlande

### Nouveau contrôleur et auditeur général

John Buckley a été nommé Contrôleur et Auditeur général par le Président de l'Irlande en mai 2008. Il travaillait comme comptable et avocat au Bureau du contrôleur et auditeur général depuis 1968 où il a acquis une expérience dans toutes les fonctions.



John Buckley

Après sa nomination, M. Buckley a déclaré ce qui suit : « C'est un honneur d'avoir été choisi pour diriger le Bureau du contrôleur et auditeur général et je désire remercier Dail Eireann [la Chambre des représentants de l'Irlande] de m'avoir nommé à ce poste clé au sein de l'administration financière irlandaise. »

Le Bureau joue un rôle crucial pour garantir la transparence de l'information sur la performance financière et opérationnelle des organes de l'État. Il exprime des opinions sur l'exactitude de quelque 360 comptes publics et publie également des rapports d'examen où il se prononce sur l'utilisation efficace et aux fins prévues des sommes allouées par la Chambre des représentants.

M. Buckley remplace John Purcell, qui a démissionné de son poste de Contrôleur et Auditeur général de l'Irlande en mai 2008. M. Purcell a travaillé au Bureau du contrôleur et auditeur général pendant la plus grande partie de sa carrière, et pendant six ans en qualité de directeur. Au cours de cette période, il a joué un rôle marquant dans la modernisation de l'audit public et des structures redditionnelles en Irlande, qui a donné lieu à l'adoption d'une nouvelle loi sur l'audit public en 1993.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le Bureau du contrôleur et auditeur général :

Courriel : [Anne\\_Redican@audgen.irlgov.ie](mailto:Anne_Redican@audgen.irlgov.ie), [Maureen\\_Mulligan@audgen.irlgov.ie](mailto:Maureen_Mulligan@audgen.irlgov.ie)  
Site Web : <http://audgen.gov.ie>

## Royaume-Uni

### Améliorer l'efficacité des comités des comptes publics

Dans le numéro d'octobre 2008 de la *Revue*, un rapport sur la 20<sup>e</sup> Conférence des auditeurs généraux du Commonwealth mentionnait

un document de recherche préparé par l'Overseas Development Institute (ODI). Ce document, commandé par le Bureau national d'audit du Royaume-Uni, étudiait les divers facteurs qui contribuent à l'efficacité d'un comité des comptes publics (CCP) et les moyens que les bureaux d'audit peuvent prendre pour améliorer leur soutien à ces comités et au corps législatif en général. Les participants à la Conférence ont endossé d'emblée ce document qui pourrait s'appliquer à l'ensemble de la communauté des ISC, étant donné que l'on reconnaît de plus en plus le besoin d'encourager les corps législatifs à s'intéresser davantage à l'examen minutieux des dépenses des dirigeants.

Le document de l'ODI traite de quatre questions fondamentales :

- Qu'entend-on par la responsabilité en matière de dépenses publiques? Quels en sont les objectifs et qui sont les intervenants?
- Comment les CCP peuvent-ils tenir plus efficacement les dirigeants responsables des dépenses publiques?
- Comment les institutions supérieures de contrôle (ISC) peuvent-elles améliorer leur contribution au processus redditionnel?
- Que peuvent faire les CCP et les ISC pour corriger leurs propres méthodes de travail et produire des améliorations dans leur sphère de responsabilité?

Le document aborde deux aspects clés de la reddition de comptes : demander des comptes (c'est-à-dire exiger une explication sur ce qui a été ou n'a pas été fait) et tenir responsable (c'est-à-dire imposer des sanctions ou obliger le responsable à prendre des mesures correctives). Les auteurs examinent ensuite les caractéristiques du modèle de CCP théorique de Westminster, et attirent l'attention sur

les nouveaux modes de collaboration au sein des comités des comptes publics et entre ceux-ci et les parlements. Ils font valoir que le moment est venu de songer à privilégier un cadre de CCP du Commonwealth et de mettre l'accent sur les principes sous-jacents nécessaires au succès des comités.

Ces trois principes sont :

- l'indépendance — être libre de toute ingérence de la part des dirigeants;
- la neutralité politique — permettre au CCP de se concentrer sur la façon dont les ressources ont été utilisées pour appliquer une politique et non sur le bien-fondé de la politique elle-même;
- la coopération entre les parties — la capacité de mettre de côté les rivalités politiques lors de l'étude des questions liées à l'audit dans le secteur public.

D'après l'expérience des ISC de l'Ouganda, du Ghana, des îles Salomon, du Royaume-Uni et d'autres ISC, le document cite de nouvelles pratiques qui peuvent aider les ISC à collaborer plus efficacement avec leurs CCP.

Les participants à la Conférence ont été emballés par le document de l'ODI et ont estimé que l'importance donnée aux principes complète de façon utile les listes de contrôle plus traditionnelles. Ils ont aussi fortement appuyé l'ajout d'un autre principe, soit une transparence active, et reconnu que, pour être efficace, il faut rendre public le plus de documents possibles. Il s'agit non seulement d'afficher les rapports sur les sites Web, mais aussi de favoriser leur consultation en les rédigeant clairement et en utilisant divers réseaux de communication de sorte que les auditoires cibles puissent prendre connaissance des constatations des audits et des recommandations.

On peut consulter ce document sur le site Web de l'ODI : <http://www.odi.org.uk/resources/projects/reports/2008/06/public-sector-accountability-effectiveness-accounts-committees.pdf>. Il est aussi possible d'obtenir sur demande une revue de la littérature sur l'efficacité des comités des comptes publics.

Pour renseignements, prière de communiquer avec David Goldsworthy au Bureau national d'audit du Royaume-Uni :

Courriel : [David.Goldsworthy@nao.gsi.gov.uk](mailto:David.Goldsworthy@nao.gsi.gov.uk)  
Site Web : [www.nao.gov.uk](http://www.nao.gov.uk)

---

## Sainte-Lucie

### Nouvelle Directrice de l'audit

Averil James a été nommée Directrice de l'audit de Sainte-Lucie en novembre 2008. M<sup>me</sup> James s'est jointe au Bureau du directeur de l'audit de Sainte-Lucie en 1992. Avant sa nomination, elle occupait le poste de Sous-directrice de la planification et de l'administration. Elle a notamment vérifié des projets financés par la Banque mondiale et la Banque de développement des Caraïbes.

M<sup>me</sup> James a étudié aux États-Unis, où elle a obtenu un baccalauréat en administration des affaires avec spécialisation en comptabilité de l'Université d'État de Bowie et une maîtrise en administration des affaires (finances et commerce international) de l'Université de Baltimore. En mai 2003, l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) lui a décerné un diplôme de spécialiste de la formation pour l'Organisation des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques des Caraïbes (CAROSAI). Elle a collaboré à la conception, la prestation et l'administration de cours dans la région des Caraïbes.

Elle a été gestionnaire de programme du Comité régional de renforcement institutionnel et a exécuté le

Programme régional de formation à long terme financé par la Banque interaméricaine de développement. En tant que membre du Comité de planification stratégique de la CAROSAI, elle a préparé un plan stratégique pour la région.

De 2007 à 2008, M<sup>me</sup> James a participé au Programme international d'aide aux bureaux de vérification législative pour l'amélioration de la gouvernance et de la reddition de comptes parrainé par la Fondation canadienne pour la vérification intégrée. Grâce à ce programme financé par l'Agence canadienne de développement international, les participants d'ISC de pays en développement acquièrent des méthodes, des techniques et de l'expérience. Pendant la durée du Programme, M<sup>me</sup> James a été affectée au Bureau du vérificateur général du Canada.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le Bureau du directeur de l'audit de Sainte-Lucie :

Courriel : [audit@gosl.gov.lc](mailto:audit@gosl.gov.lc)

---

## Ukraine

### Signature d'un protocole d'entente avec la Banque mondiale

Valentyn Symonenko, Président de la Chambre des comptes de l'Ukraine, et Martin Raiser, Directeur de la Banque mondiale pour l'Ukraine, le Bélarus et la Moldavie, ont signé un protocole d'entente (PE) en décembre 2008. En vertu de ce PE, la Chambre des comptes auditera les projets de la Banque mondiale exécutés en Ukraine et fera rapport sur ses constatations. M. Raiser a souligné le rôle unique de la Chambre des comptes en Ukraine en tant qu'institution d'audit indépendante qui effectue des audits de performance justes et impartiaux de la gestion de l'aide étrangère.

La Banque mondiale fournira à la Chambre des comptes des renseignements pertinents sur la gestion des fonds des projets et l'invitera à appliquer les pratiques exemplaires observées en Europe et dans d'autres pays. La Chambre des comptes participera à la revue annuelle du portefeuille de projets de la Banque mondiale pour l'Ukraine afin de décider des projets prioritaires et du soutien qui sera nécessaire.

Pour renseignements, prière de communiquer avec la Chambre des comptes de l'Ukraine :

Courriel : [rp@ac-rada.gov.ua](mailto:rp@ac-rada.gov.ua)  
Site Web : [www.ac-rada.gov.ua/achamber/control/en/index](http://www.ac-rada.gov.ua/achamber/control/en/index)

## Pour maximiser l'impact de vos travaux d'audit, utilisez les médias

Kenneth Dye, ancien vérificateur général du Canada

Si votre bureau d'audit effectue un travail très minutieux, mais que le Comité des comptes publics ou d'autres comités auxquels vous rendez des comptes n'accordent aucune attention à vos audits ou qu'ils ne tiennent pas d'audiences à ce sujet, posez-vous des questions. Étant très occupés, les parlementaires disposent de peu de temps pour lire des rapports imprimés. Toutefois, partout dans le monde, les parlementaires ont tendance à surveiller avidement les médias, particulièrement si les articles publiés ont un lien avec leur électorat. Les ISC doivent admettre que les rapports d'audit ne sont peut-être pas lus attentivement ou au complet et trouver un moyen pour que les parlementaires prennent connaissance du bon travail qu'elles ont réalisé. Pour ce faire, elles peuvent amener les médias à transmettre leur message. Les ISC peuvent travailler en partenariat avec les médias sans pour autant compromettre leur indépendance. De plus, les médias sont des instruments clés pour rappeler aux citoyens le rôle de leur ISC nationale et sa contribution à l'amélioration du bien-être au pays. Un auditoire bien informé exerce, sur la place publique, des pressions sur les représentants élus, ce qui, par ricochet, mène à une meilleure reddition de comptes de la part des dirigeants et, en bout de ligne, à une transparence accrue et à une meilleure gestion des fonds publics.

Avec un peu de planification, vous pouvez voir à ce que votre ISC soit toujours bien positionnée et bien représentée dans les médias. Vous pouvez faire en sorte que les médias soient bien renseignés, capables de donner un compte rendu exact des questions d'audit et de jouer le rôle du citoyen tout yeux, tout oreilles, qui scrute les finances publiques. Ainsi, les médias pourront facilement sensibiliser la population à l'importance du rôle joué par les ISC dans la reddition de comptes à la population. Ils mousseront l'intérêt du grand public et des institutions publiques et privées pour les travaux des bureaux d'audit. Ils permettront aux contribuables d'intervenir judicieusement auprès de leurs représentants élus afin d'obtenir une reddition de comptes plus poussée à l'égard des dépenses publiques.

Pour atteindre ces buts, vous devez vous assurer que vos constatations d'audit sont communiquées aux médias de façon telle qu'elles risquent le moins possible d'être mal interprétées. Vos constatations jouent un rôle de taille dans la promotion de la reddition de comptes, de la transparence et de la saine gestion des affaires publiques. Cependant, ce rôle n'est vraiment efficace que si le message de l'audit est communiqué tel quel, sans qu'il soit modifié ou altéré.

Afin d'éviter toute ambiguïté ou tout fausse représentation, les auditeurs et les porte-parole doivent bien connaître les besoins des médias et acquérir des compétences techniques pour traiter avec eux. Les paragraphes suivants décrivent plusieurs compétences clés pour traiter avec les médias.

*N.D.L.R.*

N.D.L.R. Le présent article s'inspire d'une allocution prononcée lors de la 11<sup>e</sup> Assemblée de l'AFROSAI, qui s'est tenue en Afrique du Sud (voir le compte rendu à la page 14).

## Comprendre ce qui suscite l'intérêt des médias

Les travaux d'une ISC suscitent de l'intérêt, si leur sujet captive les médias. Toutefois, la couverture médiatique dépend de l'attrait médiatique du sujet du point de vue du service des nouvelles et non de celui de l'auditeur. Pour que les médias les considèrent dignes de mention, les travaux d'audit doivent répondre aux critères suivants :

- **Traiter de questions importantes** : Plus les personnes, les ressources, les conséquences, les dommages ou les pertes en cause sont nombreux et plus la question est importante, plus la diffusion de la nouvelle aura de retentissement.
- **Tendre compte d'événements inhabituels, inattendus ou contradictoires** : Un événement inattendu ou une situation qui contredit des déclarations publiques feront les manchettes.
- **Aborder de l'information que le citoyen doit connaître** : Cela englobe ce que les lecteurs, l'auditoire et les téléspectateurs doivent savoir sur une personne ou une organisation pour pouvoir voter, juger de la performance d'un gouvernement, acheter un produit ou prendre une décision.
- **Aborder de l'information que le citoyen souhaite connaître** : Cela englobe de l'information qui suscite de l'intérêt en raison de la célébrité d'une personne, de son profil public, des répercussions personnelles, du commérage ou d'impressions personnelles.
- **Présenter de l'information qui a un impact** : Ce genre d'information met en scène un événement, une question ou un rapport qui touche le portefeuille, les impôts et la performance du gouvernement ou d'autres organisations.

## Établir des principes au sujet des relations avec les médias

Il est essentiel d'établir avec les médias des relations efficaces pour qu'ils vous accordent de l'attention et vous laissent communiquer vos messages clairement. Pour y parvenir, l'ISC doit comprendre les principes suivants :

- **Soyez accessible** : désignez des porte-parole compétents qui ont reçu la formation nécessaire pour aborder des sujets dans leur domaine de responsabilité.
- **Faites preuve de célérité** : rappelez les journalistes promptement.
- **Faites preuve d'honnêteté** : dites toujours la vérité.
- **Connaissez votre sujet** : il est important pour vous de connaître votre sujet à fond et de vous tenir au fait des constatations de l'audit et des derniers rapports. Sinon, les journalistes cesseront de s'adresser à vous.
- **Rendez-vous utile** : soyez avant tout une bonne source d'information avant d'être quelqu'un d'intéressant à interviewer.
- **Soyez fiable** : Si vous faites une promesse, respectez-la.

## Comprendre la culture des médias

En règle générale, les auditeurs n'ont pas de formation leur permettant de traiter avec les médias. Ils n'en comprennent pas non plus la culture, ni ne mesurent les difficultés de la profession, ni ne parlent le même langage. Aussi, les auditeurs qui s'expriment au nom de leur ISC doivent-ils comprendre les caractéristiques du milieu des médias.

En premier lieu, dans la plupart des pays, les chaînes médiatiques couvrent les secteurs public et privé et se livrent concurrence. Comme elles représentent un vaste éventail de technologies, d'intérêts et d'antécédents, ces chaînes n'expriment pas un point de vue unique. On exerce sur elles des pressions constantes pour qu'elles publient un article intéressant, fournissent une analyse immédiate et respectent des échéances serrées. Dans le cadre de leurs activités courantes, les journalistes doivent respecter des lois et des codes de déontologie.

En deuxième lieu, la plupart des médias disposent de ce que l'on appelle un créneau nouvelles étroit, c'est-à-dire le temps d'antenne ou l'espace consacrés aux nouvelles et aux éditoriaux. La télévision, entre autres, a un créneau réservé aux nouvelles particulièrement étroit. Si la journée abonde en nouvelles, les journalistes pourraient traiter la vôtre de façon expéditive voire l'ignorer. Par conséquent, il importe de choisir le moment propice pour communiquer votre nouvelle.

En troisième lieu, les journalistes ont aujourd'hui accès à une mine de renseignements en direct. Les articles précédents sur l'ISC parus dans les médias sont accessibles en ligne. Les journalistes doivent pouvoir obtenir des renseignements de base sur votre site Web, si vous en avez un. Une fois qu'ils sont déposés, les rapports d'audit doivent y être affichés aussitôt que possible.

En quatrième lieu, les chaînes privées sont menées par les lois du marché qui les contraignent à faire grimper leurs taux d'écoute et à accroître leurs parts de marché. Les pressions qui en découlent se reflètent dans les affectations, les ressources et la couverture des questions populaires. Comme la plupart des chaînes ne dépêchent pas de reporter pour tâter le pouls de la scène parlementaire, la couverture des affaires publiques peut être sporadique.

En cinquième lieu, dans certains pays, le gouvernement a la mainmise sur les médias électroniques et sur certains grands journaux. Les médias présentent alors « ce que le gouvernement veut que vous sachiez ». Il se peut que les informations négatives le concernant soient censurées. Par conséquent, les médias du secteur privé peuvent alors contribuer à améliorer la transparence du gouvernement. Ils peuvent citer librement les rapports de l'auditeur général ou les commentaires formulés lors de conférences de presse.

En sixième lieu, le pouvoir des médias découle de leur habileté à influencer l'ordre du jour des décideurs et des politiques. Comme la plupart sont attentifs aux nouvelles, les médias jouent un grand rôle dans leur vie quotidienne et influencent grandement leur mentalité. Les personnes qui savent comment établir des relations efficaces avec les médias et bien communiquer avec leurs représentants partagent ce pouvoir.

Enfin, les médias recherchent le profit. On demande aux journalistes du secteur privé de faire plus avec moins, ce qui signifie des ressources réduites et des attentes plus grandes, pour diffuser plus d'articles en moins de temps. Les coûts sont soumis à un contrôle serré tant dans les médias d'État que ceux du privé.

### Comprendre les différents types de journalistes

Si vous souhaitez avoir du succès auprès des médias, vous devez également comprendre la nature des journalistes. Les porte-parole et les commentateurs des ISC doivent comprendre les antécédents, la méthode et les attitudes des journalistes pour être mieux préparés aux types de questions qu'ils peuvent poser. On distingue quatre catégories de journalistes :

- **Les journalistes à l'affût du sensationnalisme** : Ces journalistes mettent l'accent sur des questions personnelles ou chargées d'émotion gênantes, aiment susciter des conflits et peuvent exagérer pour augmenter leur audience.
- **Les idéologues** : Ces journalistes sont mus par un objectif personnel, politique ou social et façonnent parfois un article pour qu'il corresponde à cet objectif. Ils ont tendance à voir les questions en noir et blanc.
- **Les journalistes bien informés** : Ces journalistes s'appuient fortement sur des sources compétentes dans un domaine précis, établies sur une longue période. Ils valorisent la connaissance, sont respectés par leurs collègues et déterminés à obtenir la vérité. Ils peuvent devenir de précieux alliés pour votre ISC.
- **Les journalistes conformistes** : Ces journalistes laissent le soin aux autres de repérer l'histoire du jour, mais ne veulent pas être perçus comme l'ayant ratée. Ils peuvent rédiger rapidement des articles faciles.
- **Les chroniqueurs ou les commentateurs** : Habituellement, ces journalistes sont payés pour exprimer leurs opinions, qui sont souvent controversées. Ils veulent fréquemment connaître les faits derrière l'histoire; ils aiment compter sur leurs accès et refléter l'opinion populaire.
- **Les journalistes « communautaires »** : ils travaillent habituellement pour les journaux et les stations radios de petites villes. Ils se préoccupent du sort de leur communauté, parfois au détriment des faits, et sont habituellement moins exigeants et moins critiques.

### Élaborer une politique et une stratégie sur les relations avec les médias

Si votre ISC n'a pas déjà de politique sur les médias, vous devriez en élaborer une. Une politique sur les médias établit les principes et les méthodes de base pour traiter avec les médias. Elle précise la façon dont les relations avec les médias doivent être menées. À cet égard, elle renferme un énoncé sur l'importance de la couverture médiatique pour l'ISC ainsi qu'une vision des relations de l'ISC avec les médias. Cette vision

doit comprendre l'obligation de répondre rapidement aux médias, d'être bien organisé et efficace, d'intervenir de manière proactive ou en réaction à des articles ainsi que la nécessité d'être franc et honnête, même si la nouvelle est mauvaise ou qu'elle met l'ISC dans l'embarras. Cette politique doit également déterminer qui est responsable des communications avec les médias, y compris les rôles et les responsabilités du Bureau des relations publiques de l'ISC.

La politique doit également préciser les sujets interdits, tels que la critique des politiques du gouvernement ou de particuliers, et fournir des assurances aux personnes qui respectent de bonne foi la politique sur les médias. Elle doit décrire la marche à suivre et proposer des délais pour les rencontres avec les médias, les appels et les visites des représentants des médias; préciser les outils médiatiques nécessaires et les approbations à obtenir, et désigner des porte-parole ou des spécialistes des domaines.

Après avoir établi une politique sur les médias, l'ISC doit ensuite élaborer une stratégie de relations avec les médias cohérente et cultiver la capacité de prévoir l'évolution des événements dans le milieu des médias, et non seulement de faire face à cette évolution. Une stratégie de relations avec les médias constitue un moyen d'atteindre des objectifs précis en matière de relations publiques, et ce, grâce à une campagne médiatique bien orchestrée. Son objectif est d'appuyer l'énoncé de mission global de l'ISC, de faire en sorte que les relations avec les médias ne soient pas problématiques et de permettre à l'ISC de réagir comme elle l'entend à la couverture médiatique, et de la susciter si elle le souhaite.

Une stratégie des relations avec les médias doit :

- être axée sur une question ou une série de questions;
- désigner les principales parties intéressées et déterminer leurs besoins, leurs préoccupations et les difficultés auxquelles elles font face;
- formuler les principaux messages des constatations et des recommandations de l'audit;
- présenter un programme visant à informer et à prendre des mesures;
- définir les résultats précis du programme;
- établir des liens entre elle et d'autres initiatives en matière de communications;
- décrire la façon dont elle peut être évaluée objectivement.

### **Communiquer votre message aux médias**

Il existe un certain nombre d'étapes importantes à franchir pour communiquer votre message aux médias.

Premièrement, vous devez savoir avec quel type de média vous faites affaire. Commencez par recueillir de l'information de base sur les personnes qui y travaillent, leurs

organes, leurs journalistes, leurs rédacteurs en chef, les questions et les sujets, et leur base de données de personnes-ressources. Deuxièmement, développez les idées de votre message. Saisissez l'esprit des questions d'audit qui, à votre avis, sont dignes de mention. Simplifiez les questions d'audit de sorte qu'un simple citoyen puisse voir qu'elles sont pertinentes. Rédigez clairement; laissez de côté le jargon des auditeurs ou des experts-comptables pour décrire vos questions.

Troisièmement, arrangez-vous pour que l'information continue de circuler. Faites inviter l'auditeur général ou d'autres porte-parole à des émissions-débats ou convoquez des journalistes choisis à des réunions d'information, en leur annonçant habituellement en même temps un événement important. Acceptez des invitations à des rencontres avec des comités de rédaction pour présenter à leurs membres de l'information approfondie sur le contexte de votre travail. Conservez de l'information destinée aux journalistes pour servir de toile de fond. L'auditeur général ou d'autres porte-parole pourraient rédiger des lettres au rédacteur en chef et aux collaborateurs spéciaux, présenter leurs propres commentaires dans leurs propres mots. Vous pouvez également inviter les médias à des visites guidées des bureaux d'audit et des lieux audités.

Envoyez un avis aux médias ou convoquez une conférence de presse pour attirer l'attention sur un événement à venir. Toutefois, n'utilisez ces méthodes qu'avec parcimonie et seulement pour communiquer des messages nouveaux et importants. Vous pouvez également tenir des séances d'information, qui ont un caractère moins officiel qu'une conférence de presse. L'auditeur général ou d'autres cadres supérieurs devraient se libérer personnellement pour répondre aux questions.

Bref, rappelez-vous que les médias ne doivent pas être pour votre ISC l'ennemi à abattre. Votre organisation peut œuvrer avec eux en partenariat pour obtenir des résultats et faciliter les changements nécessaires que vos audits ont permis de cerner.

## 11<sup>e</sup> Assemblée de l'AFROSAI

Helen H. Hsing, Bureau de reddition de comptes du gouvernement des États-Unis

L'Organisation africaine des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (AFROSAI) a tenu sa 11<sup>e</sup> Assemblée générale à Pretoria, en Afrique du Sud, du 13 au 17 octobre 2008. Présidée par le Bureau de l'auditeur général de l'Afrique du Sud, l'Assemblée a attiré des délégués des ISC anglophones (AFROSAI-E), des ISC francophones (AFROSAI-F), des ISC arabophones (AFROSAI-A) et des ISC lusophones de l'AFROSAI. Plus de 50 pays ont dépêché des délégués ou des observateurs. Parmi les pays participants, mentionnons l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Allemagne, l'Angola, l'Autriche, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Canada, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, la Libye, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Mozambique, la Namibie, la Norvège, l'Ouganda, la Pologne, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Royaume-Uni, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal, les Seychelles, le Soudan, la Suède, le Swaziland, la Tanzanie, le Tchad, le Togo, la Tunisie, la Zambie et le Zimbabwe. Au nombre des invités et des observateurs figuraient des dignitaires et des représentants du Secrétariat de l'INTOSAI, de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI), de la Revue, de l'Institute of Internal Auditors ainsi que différents organismes donateurs du monde entier.



Les participants à la 11<sup>e</sup> Assemblée général de l'AFROSAI

### Cérémonie d'ouverture

Au cours de la soirée précédant l'ouverture officielle de l'Assemblée, M. Kimi Makwetu, l'Auditeur général adjoint de l'Afrique du Sud, a souhaité la bienvenue au maire de Tshwane (Pretoria) et aux délégués lors d'une cérémonie et d'une réception tenues à Freedom Park. M. Makwetu a expliqué aux délégués que cet endroit avait été choisi pour inaugurer l'Assemblée parce qu'il était, selon les paroles de M. Thabo Mbeki,

ancien Président de l'Afrique du Sud, « le pivot de notre concept de guérison et de réconciliation pour notre nation ». Les hôtes espéraient donc que ce lieu offrirait un tremplin pour l'élaboration d'une vision commune chez les Institutions supérieures de contrôle du continent africain.

M. Ziriyo Bogui, Président de la Chambre des comptes de la Côte d'Ivoire et président sortant de l'AFROSAI, et M. Terence Nombembe, Auditeur général de l'Afrique du Sud et nouveau président, ont chaleureusement accueilli les délégués lors de la cérémonie d'ouverture, qui s'est déroulée au Centre de convention international (CISR) de Pretoria. M. Bogui a remercié les délégués de lui avoir fait l'honneur de lui confier la présidence et discuté des réalisations de l'AFROSAI pendant son mandat, notamment : le transfert du siège du Secrétariat général de l'AFROSAI de Lomé, au Togo, à Tripoli, en Lybie; l'élaboration du plan stratégique de l'AFROSAI; et l'adoption de statuts modifiés. M. Bogui a remercié la Banque africaine de développement de son appui à l'élaboration du plan stratégique, le gouvernement de la Lybie pour son appui financier et le gouvernement de l'Afrique du Sud d'être l'hôte de la 11<sup>e</sup> Assemblée.

M. Nombembe a reconnu les percées importantes réalisées pendant le mandat de M. Bogui et remis à l'ISC de la Côte d'Ivoire un prix pour souligner sa contribution à l'AFROSAI au cours des trois années précédentes. Après avoir officiellement accepté la présidence de l'AFROSAI, M. Nombembe s'est engagé, en tant que président de l'AFROSAI, à tout faire pour collaborer avec les ISC à accroître les efforts collectifs en vue de contribuer à favoriser la surveillance et la reddition de comptes dans le secteur public, non seulement dans l'intérêt de promouvoir une saine gouvernance mais aussi, même de façon minimale, dans l'intérêt de la renaissance de l'Afrique, une initiative visant à alléger la pauvreté, à ouvrir des débouchés et à susciter la réconciliation, et à mettre en œuvre cette réconciliation en réalisant des transformations sur le continent africain. En outre, M. Nombembe a annoncé que l'INCOSAI 2010, qui aura lieu à Johannesburg, en Afrique du Sud, sera le premier congrès de l'INTOSAI en sol africain.

Les conférenciers invités ont présenté des exposés qui ont intéressé l'Assemblée. M<sup>me</sup> Monika González-Koss, représentante du Secrétariat général de l'INTOSAI, a résumé les faits saillants de l'INCOSAI 2007 à Mexico. M. Magnus Borge, représentant de l'IDI, a signalé que l'IDI, dans un geste stratégique, a réorienté sa mission. Dorénavant, l'IDI s'emploie à aider les ISC à renforcer les capacités au lieu de se concentrer sur la formation. M. Borge a également précisé les plans pour la région de l'AFROSAI en 2008-2010. M. Kenneth Dye, ancien vérificateur général du Canada, a analysé l'importance pour les ISC de comprendre les médias et proposé des suggestions précises pour une collaboration fructueuse avec ceux-ci, de façon à influencer les décideurs (voir l'article fondé sur son exposé, à la page 8 du présent numéro).

M. Freeman Nomvalo, Comptable général du Trésor national de l'Afrique du Sud, a présenté un exposé sur la valeur des consultations et d'une bonne communication entre le Ministre des Finances et le Bureau de l'auditeur général et affirmé que de telles consultations peuvent se faire sans nuire à l'indépendance de l'auditeur général. Les

réunions semestrielles entre le Ministère et l'auditeur général aident à favoriser la compréhension et le respect de leurs mandats respectifs, à assurer une saine gestion et des communications claires, ainsi qu'à fournir régulièrement examen et rétroaction.

### Activités de l'AFROSAI

M. Terence Nombembe a présenté les rapports du Comité directeur sur les activités et la situation financière de l'AFROSAI.

- **Plan stratégique de l'AFROSAI** : En 2007, le Comité directeur a engagé un expert-conseil indépendant, avec l'aide financière de la Banque africaine de développement, pour aider l'AFROSAI à élaborer un plan stratégique. Pour le plan de 2011, l'expert-conseil a recensé huit priorités que le Comité directeur a réduit par la suite à quatre : le renforcement des capacités du Secrétariat général, une meilleure collaboration avec les intervenants, le renforcement des capacités techniques des ISC membres et le renforcement des capacités institutionnelles des ISC. Les délégués de la 11<sup>e</sup> Assemblée ont voté en faveur de l'adoption du plan stratégique de 2011, approuvé le financement du personnel du Secrétariat général de l'AFROSAI et autorisé la tenue d'une assemblée extraordinaire sur le paiement des cotisations. Lors d'un vote distinct, les délégués ont approuvé les modifications proposées aux statuts de l'AFROSAI.
- **La Revue africaine de vérification intégrée** : L'ISC de l'Égypte, qui publie la *Revue africaine de vérification intégrée*, a signalé qu'elle avait diffusé la 6<sup>e</sup> édition en anglais, en arabe et en français.
- **Les Rapports de l'AFROSAI** : M. Junias Etuna Kandjeke, Auditeur général de la Namibie, M. Gilbert Ngoulakia, Président de la Cour des Comptes du Gabon et M<sup>me</sup> Faiza Kefi, Présidente de la Cour des Comptes de la Tunisie, ont présenté respectivement des rapports sur les activités des pays anglophones, francophones et arabophones de l'AFROSAI.

### Exposés sur des thèmes techniques

La 11<sup>e</sup> Assemblée générale de l'AFROSAI s'articulait autour de trois thèmes : le contrôle des ressources allouées au secteur de la santé publique; la gestion, la formation et le maintien du personnel d'audit; et le rôle des ISC dans la lutte contre la corruption. Les conférenciers ont présenté chaque thème lors des plénières. Des discussions et des débats ont suivi sur les questions professionnelles et techniques abordées dans les principaux documents et autres exposés. Les conférenciers invités étaient Lorraine Mashiane, Présidente de l'Association des Comités des comptes publics de l'Afrique du Sud; Bernard Agullas, de l'Independent Regulatory Board for Auditors; et Veronica Du Preez de l'Institute of Internal Auditors. L'Assemblée a adopté les Accords de l'Afrique du Sud, qui contiennent des recommandations à l'égard de ces trois thèmes.

## Élections des nouveaux membres et autres questions

Au cours de la séance portant sur les affaires courantes, l'Assemblée a élu un nouveau Comité directeur. Les participants ont approuvé à l'unanimité le transfert de la présidence à l'Afrique du Sud. Les autres membres du Comité directeur sont la Côte d'Ivoire (première vice-présidence), le Gabon (seconde vice-présidence) et la Libye (Secrétariat général). Les délégués ont également décidé d'inviter les ISC de la Mauritanie, du Soudan, du Sénégal et du Cameroun à siéger au Comité directeur avec la Gambie et la Tanzanie. Son mandat ayant été reconduit comme rédacteur en chef de la *Revue africaine de vérification intégrée*, l'ISC de l'Égypte continue donc de siéger au Comité directeur. Les ISC de l'Algérie et du Mali joueront le rôle d'auditeurs, l'Éthiopie et le Bénin, de suppléants. Le Burkina Faso a été nommé Président de la résolution (médiation) et bénéficiera de l'appui de la Mauritanie, du Cameroun et du Kenya.

M. Nobembe a signalé que, lors de sa réunion du 13 octobre, le Comité directeur avait examiné la situation financière de l'AFROSAI et qu'il avait accepté d'en surveiller les dépenses. L'Assemblée a approuvé l'adoption du rapport de l'auditeur et a donné son appui au Comité directeur en vue de l'établissement d'un cadre type qui régira le bon fonctionnement de l'AFROSAI. De plus, elle a appuyé la création d'une Commission des finances et de l'administration et d'une Commission du renforcement des capacités institutionnelles.

## Autres activités

Tout au long de la Conférence, l'Auditeur général de l'Afrique du Sud et son personnel ont fait montre d'une généreuse hospitalité à l'égard des participants. Ils les ont initiés, de même que leurs autres invités, à un aspect de la culture diversifiée de l'Afrique du Sud en leur offrant, à la maison Bondev, une soirée « shebeen », qui leur a permis de goûter à la cuisine, à la musique et aux divertissements des townships. Après la Conférence, les délégués ont eu l'occasion d'assister à un spectacle mettant en scène les prouesses des chevaux lipizzans d'Afrique du Sud. Lors de la cérémonie de clôture, les participants ont été conviés par leur hôte à un dîner officiel et à des divertissements dans une maison appartenant au gouvernement et qui a déjà servi de demeure à l'ancien Président sud-africain Nelson Mandela.

Vous trouverez plus de renseignements sur la 11<sup>e</sup> Assemblée générale de l'AFROSAI, notamment les exposés et documents, à l'adresse <http://afrosaiassembly.com>. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Secrétariat général de l'AFROSAI :

Télécopieur : +218 21 444 0630, 448 81 71

Courriel : [mohmed\\_zakar@hotmail.com](mailto:mohmed_zakar@hotmail.com), [afrosai@libyansai.ly.org](mailto:afrosai@libyansai.ly.org)



---

Kirsten Astrup, directrice de la planification stratégique de l'INTOSAI

La communication constitue un élément très important de notre vie qui fait l'objet de maintes discussions de nos jours — tant, en vérité, qu'il est difficile d'imaginer vivre sans recevoir un flot constant d'informations provenant de diverses sources. Qui plus est, posséder l'intelligence et des solutions aux problèmes courants n'est guère utile, si l'on ne peut pas communiquer notre savoir à ceux qui en ont besoin.

L'Objectif 3 du Plan stratégique de l'INTOSAI repose sur des éléments essentiels, comme l'ouverture, la mise en commun et la coopération, qui ont fait le succès de l'INTOSAI. Une des stratégies établies conformément à cet objectif est de définir une stratégie et une politique globales de communication. Comme je l'avais promis dans le dernier numéro de la *Revue*, j'aimerais consacrer la présente rubrique à la communication, alors que le *Task force* sur la stratégie de communication de l'INTOSAI — dont je fais partie — a déjà tenu sa première réunion en novembre 2008 (voir l'éditorial à la page 1 pour obtenir des précisions sur le *task force* et sa réunion).

Le *Task force* sur la stratégie de communication a proposé une idée intéressante — chaque année, les efforts de communication de l'INTOSAI avec le monde externe seront axés sur un secteur ou un thème donné. Comme l'indique l'éditorial de ce numéro de la *Revue*, le *task force* a proposé au Comité directeur que le sujet prioritaire de 2009 soit l'importance de l'indépendance de l'audit public selon les Déclarations de Lima et de Mexico. Pendant toute l'année, les membres de l'INTOSAI discuteront de ce sujet, qui intéresse grandement non seulement les membres



Kirsten Astrup

de l'INTOSAI, mais aussi les institutions partenaires et le public en général. Je vous invite tous à discuter de l'indépendance et à rédiger des documents sur ce sujet cette année. Certains d'entre vous aimeraient peut-être soumettre un article à la *Revue* sur l'importance de l'indépendance des auditeurs externes.

Lors de la réunion du *task force* en novembre, j'ai brièvement présenté l'ébauche d'un système de planification des communications — un Aperçu des communications — que j'ai établi au printemps dernier et présenté à la Commission des affaires financières et administratives de l'INTOSAI. Pour assurer l'efficacité de la communication au sein de l'INTOSAI, nous avons besoin d'une méthode structurée pour nous permettre de jouer le rôle de porte-parole reconnu des ISC membres. La communication est l'un de ces piliers qui permettra à l'INTOSAI d'être une organisation internationale vraiment exemplaire.

Le système de planification structure les modalités de diffusion des savoirs à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation. Chaque ISC peut planifier de présenter un document d'intérêt pour ses homologues ISC, groupes de travail, *task forces* ou autres parties intéressées au sein de l'organisation, ou elle peut diffuser l'information au monde extérieur. Le système peut aussi servir aux niveaux régionaux ou à l'ensemble de l'organisation. De plus, il peut servir à évaluer le succès de la diffusion de certains messages pendant une période donnée.

En vue de créer ce système de planification, j'ai recensé les entités chargées de la communication au sein de l'INTOSAI, les moyens de communication qui peuvent être utilisés et les groupes cibles à l'extérieur de l'organisation.

Pour donner aux lecteurs une idée de ce qu'est le modèle de communication, j'ai dressé la liste des méthodes de communication possibles qui pourraient être utilisées à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation :

- *Revue internationale de la vérification des comptes publics*
- Conférences et ateliers
- Site Web des ISC
- Sites Web des commissions et des groupes régionaux
- Conférences et communiqués de presse
- Publications générales
- Articles et rubriques dans des publications professionnelles
- Lettres et courriels

La *Revue* constitue bien sûr un outil de communication très important, non seulement au sein de l'INTOSAI, mais à l'extérieur de l'organisation aussi, car elle touche un grand lectorat. Il importe cependant de connaître tous les autres outils de communication disponibles, surtout lorsque l'on planifie une action de communication. Les sites

Web sont de plus en plus importants, et les conférences et les ateliers sont souvent le meilleur moyen de communiquer votre message. Les lettres et les courriels conviennent davantage pour communiquer au sein de l'organisation et les articles publiés dans des publications professionnelles sont parfaits pour faire connaître nos travaux aux auditeurs et à d'autres groupes professionnels.

L'Aperçu des communications propose de cibler les groupes suivants dans nos communications externes :

- les Parlements/assemblées législatives
- les gouvernements
- les médias et le public
- les entités auditées
- les bailleurs de fonds
- les membres associés
- les organisations partenaires
- les organismes d'audit régionaux et locaux
- les organismes d'audit interne
- les associations professionnelles et les auditeurs du secteur privé

Les assemblées législatives représentent évidemment le plus important groupe externe que nous ciblons. Les ISC ne devraient pas pour autant oublier d'autres destinataires lorsqu'elles examinent les groupes avec lesquels elles doivent communiquer. Ainsi, les entités auditées peuvent constituer des destinataires très importants de l'information, tout comme les bailleurs de fonds qui contribuent de plus en plus au financement des programmes nécessaires pour renforcer les connaissances de tous les membres de l'INTOSAI de manière uniforme.

Une communication bien planifiée et structurée peut améliorer la qualité des audits dans le secteur public, à l'échelle internationale, et contribuer à faire connaître, uniformément, la quête d'excellence de l'INTOSAI. Nos efforts de communication visent à diffuser les préoccupations des auditeurs publics aux décideurs et aux chefs et aux guides d'opinion, à renforcer la place et la réputation de chaque ISC et de l'INTOSAI et à faire connaître les effets positifs des ISC et de l'INTOSAI.

Dans la livraison d'avril de la *Revue*, j'aborderai les progrès réalisés dans l'établissement du nouveau plan stratégique pour 2011-2016. Je prévois que la première ébauche du plan vous sera transmise peu après pour que vous puissiez la commenter.

N'hésitez pas à communiquer avec moi à [astrup@rechnungshof.gv.at](mailto:astrup@rechnungshof.gv.at) pour me faire part de vos commentaires ou si vous désirez faire des commentaires sur les questions liées à la mise en œuvre du plan stratégique de l'INTOSAI.

## Réunion du Comité directeur à Vienne

La 58<sup>e</sup> réunion du Comité directeur de l'INTOSAI s'est déroulée à Vienne, en Autriche, les 13 et 14 novembre 2008. Au cours de cette réunion, les membres du Comité ont mené une réflexion sur la mesure dans laquelle les ISC sont préparées pour faire face à l'évolution de la situation mondiale — les impératifs de l'heure ont été traités dans les rapports présentés par les commissions, les *task forces* et les groupes de travail. Il a aussi été question de l'établissement de nouveaux groupes de travail et de la définition des nouveaux thèmes du prochain INCOSAI. Sous la direction éclairée du président du Comité, Arturo González de Aragón, les membres ont fait progresser les objectifs de l'INTOSAI et communiqué les résultats obtenus par ses divers groupes.

Des observateurs appartenant aux divers comités, groupes de travail et *task forces* de l'organisation se sont joints aux membres du Comité directeur — 18 dirigeants d'ISC de toutes les régions de l'INTOSAI — pour participer à deux jours de discussions et de délibérations intenses sur diverses questions importantes. Outre les rapports des présidents chargés d'un objectif, le Comité a pris connaissance des rapports annuels du Secrétariat général, de l'Initiative de développement de l'INTOSAI et de la *Revue*, et les a approuvés.

Le président de la Commission des affaires financières et administratives, Osama Jafar Faquih, a dressé un bilan des activités menées par la Commission au cours de la dernière année en présentant au Comité directeur des rapports spéciaux sur les groupes de travail sur le financement par les pays donateurs et sur la planification stratégique. Le président du Groupe de travail sur le financement par les pays donateurs, Gene Dodaro, a indiqué que le Groupe de travail négociait actuellement des ententes avec les bailleurs de fonds portant sur un programme de financement destiné aux ISC.

M. Dodaro, qui préside également le *Task force* Planification stratégique, et la directrice de la planification stratégique de l'INTOSAI, Kirsten Astrup, ont fait savoir que le Comité avait retenu la recommandation formulée par le *Task force* et convenu de mettre à jour le plan stratégique actuel plutôt que d'effectuer une révision complète du plan. Plus particulièrement, la mission, la vision et les objectifs de l'INTOSAI, tels que présentés dans le plan actuel, resteront les mêmes dans la version actualisée du plan, même si certaines activités et certains programmes qui appuient chacun des quatre objectifs vont probablement changer.

Le secrétaire général de l'INTOSAI, Josef Moser, a fait rapport sur les travaux effectués par le Secrétariat général depuis la 57<sup>e</sup> réunion du Comité directeur, qui a eu lieu à Mexico, en 2007. Au début de 2008, le Secrétariat a interrogé les membres au sujet des thèmes recommandés pour le prochain congrès. Les thèmes retenus (voir ci-dessous) découlent de ce sondage.

Deux nouveaux groupes de travail, qui avaient été établis lors de la dernière réunion du Comité, ont fait rapport sur leurs activités. Le Groupe de travail sur la valeur et l'avantage des ISC, présidé par l'Afrique du Sud, a fait rapport sur son mandat et a pris



l'engagement de terminer ses travaux avant le XX<sup>e</sup> INCOSAI qui se déroulera en Afrique du Sud. La première réunion officielle du Groupe se tiendra en Afrique du Sud en mars 2009. Le Groupe de travail sur les indicateurs nationaux clés, présidé par la Fédération de Russie, a fait savoir qu'il s'était déjà réuni et avait approuvé un mandat, des règles de procédure, un plan d'action et un plan de travail. Le Groupe se réunira à nouveau à Pékin en avril 2009.

Les présidents des objectifs ont fait rapport sur les activités de leurs commissions respectives. Souvent, les rapports des présidents étaient complétés par des rapports établis spécifiquement par des *task forces* ou des groupes de travail de leur commission. Veuillez consulter [www.intosai.org](http://www.intosai.org) pour obtenir un complément d'information sur les travaux de ces *task forces* et groupes de travail.

Le Secrétariat général est en voie de terminer un compte rendu complet de la réunion du Comité directeur, qui sera mis à disposition sous peu. Entre-temps, certaines des grandes décisions prises par le Comité sont résumées ci-dessous :

- Le Comité a défini les thèmes clés du XX<sup>e</sup> INCOSAI qui se déroulera en Afrique du Sud en 2010. L'Auditeur général de l'Afrique du Sud, Terence Nombembe, a dirigé la discussion qui a permis de convenir des thèmes suivants : la valeur et l'avantage des ISC (présidé par l'ISC de l'Afrique du Sud) et l'audit environnemental et le développement durable (présidé par l'ISC de la Chine).
- Pour faire face aux graves problèmes qui minent les économies mondiales, le Comité a mis sur pied un groupe de travail sur la crise financière globale. L'ISC des États-Unis présidera ce groupe de travail, qui examinera notamment les causes de la crise, le rôle des ISC et les leçons apprises.
- Le Comité a approuvé les objectifs de communication interne et externe de l'INTOSAI; et il a accepté le thème recommandé pour les communications de l'INTOSAI en 2009 : « L'importance de l'indépendance des ISC selon les Déclarations de Lima et de Mexico ».

Renseignements : Secrétariat général de l'INTOSAI

Courriel : [intosai@rechnungshof.gv.at](mailto:intosai@rechnungshof.gv.at)

Site Web : [www.intosai.org](http://www.intosai.org)

## Départ à la retraite de Don Drach

Don Drach a quitté le Bureau de reddition de comptes du gouvernement (GAO) des États-Unis après une carrière distinguée de 31 ans. Depuis 1983, Don a occupé diverses fonctions au sein du bureau de liaison internationale du GAO. Il a contribué à organiser l'INCOSAI de 1992 qui a eu lieu à Washington, D.C., et il a été un membre

fondateur du Conseil d'administration de l'IDI. À partir de 1986, il a occupé le poste de rédacteur en chef de la Revue. Récemment, il a coordonné le rôle du GAO au sein du Task force Planification stratégique et occupé le poste de directeur des relations internationales du GAO. Ses nombreux collègues au sein de la communauté de l'INTOSAI reconnaissent les liens professionnels et personnels efficaces qu'il a su forger pour permettre à l'organisation d'atteindre ses objectifs.

Muriel Forster succède à Don au poste de rédacteur en chef de la *Revue*. On peut la joindre à [spel@gao.gov](mailto:spel@gao.gov). Don peut être joint à [ddrach49@comcast.net](mailto:ddrach49@comcast.net).



Don Drach

## Sous-commission des normes de contrôle de l'audit financier

### Réunions de la sous-commission

En octobre 2008, la Commission de contrôle et d'inspection de la Corée a accueilli la réunion de la Sous-commission des normes de contrôle de l'audit financier (FAS). Au cours de cette réunion, les participants ont approuvé neuf avis de pratique, qui doivent faire l'objet de consultations, et ils ont discuté des procédures établies pour la Commission des normes professionnelles, la FAS et la future organisation de la FAS. En avril 2009, la Cour européenne des comptes accueillera la réunion de la Sous-commission au Luxembourg et, en octobre 2009, l'ISC du Mexique organisera la réunion de la Sous-commission à Mexico.

### Réunions d'experts

La Sous-commission rédige, avec succès, des groupes d'avis de pratique en faisant appel à des équipes d'experts spéciales (EES). À chaque réunion, quatre ou cinq experts se rencontrent pour travailler pendant une semaine sur un groupe d'avis de pratique.

L'EES 5 s'est réunie à Washington, D.C., en novembre 2008, pour rédiger les avis de pratique visant les normes internationales d'audit (ISA) 700, 705, 710 et 720. Des experts des ISC du Canada, de la Suède et des États-Unis ont participé à cet exercice.

En janvier 2009, l'EES 6 s'est réunie à Stockholm pour rédiger des avis de pratique visant les ISA 501, 510, 520, 530 et 540. Des experts des ISC du Brésil, du Canada, de la Chine et des États-Unis ont participé à la rédaction de ces avis.

### **Évaluation de la Sous-commission**

Au cours de l'automne 2008, la Banque mondiale a nommé un évaluateur externe pour procéder à une évaluation complète des travaux de la FAS. Ces évaluations font partie des conditions à respecter pour continuer à bénéficier de l'aide financière de la Banque. Une copie du rapport sera affichée sur le site Web de la Sous-commission au début de 2009.

### **Calendrier de consultation sur les avis de pratique**

Les dates des périodes de commentaires suivantes ont été légèrement modifiées depuis leur publication en octobre 2008 dans la *Revue*. Toutes les ISC sont invitées à formuler des commentaires sur les avis, surtout les cours des comptes.

#### **EES 4 : Période de commentaires : février 2009—avril 2009**

- ISA 600 — Audit d'états financiers de groupe (y compris les travaux des auditeurs de composantes);
- ISA 610 — Prise en compte des travaux de l'audit interne

#### **EES 5 : Période de commentaires : février 2009—avril 2009**

- ISA 700 — Rapport de l'auditeur indépendant sur des états financiers à caractère général
- ISA 705 — Expression d'une opinion modifiée dans le rapport de l'auditeur indépendant
- ISA 706 — Paragraphes d'observation et paragraphes sur d'autres points dans le rapport de l'auditeur indépendant
- ISA 710 — Informations comparatives — chiffres correspondants et états financiers comparatifs
- ISA 720 — Autres informations présentées dans des documents contenant des états financiers audités

#### **EES 6 : Période de commentaires : mai 2009—août 2009**

- ISA 530 — Sondages en audit
- ISA 501 — Éléments probants concernant certains soldes et certaines informations contenus dans les états financiers
- ISA 510 — Audit initial — soldes d'ouverture
- ISA 520 — Procédures analytiques
- ISA 540 — Audit des estimations comptables, y compris les estimations comptables en juste valeur, et des informations afférentes

Renseignements : Secrétariat de la Sous-commission des normes de contrôle de l'audit financier

Courriel : [projectsecretariat@riksrevisionen.se](mailto:projectsecretariat@riksrevisionen.se)

Site Web : <http://psc.rigsrevisionen.dk/fas>

## Sous-commission de comptabilité et de rapports

Le Canada a été nommé à la présidence de cette sous-commission de la Commission des normes professionnelles en novembre 2007. La Sous-commission a pour mandat de 1) surveiller et de participer aux réunions et activités en matière de normalisation de la comptabilité du secteur public de l'IPSASB (International Public Sector Accounting Standards Board) de la Fédération internationale des comptables (IFAC); de 2) préparer des rapports périodiques pour les membres de l'INTOSAI concernant les activités en cours et à venir de l'IPSASB de l'IFAC; et de 3) promouvoir l'échange d'informations et de connaissances entre les ISC.

Le Canada a établi l'ébauche d'un plan de travail pour 2008-2010 et l'a fait circuler auprès des membres pour recueillir leurs commentaires. Le plan a été approuvé lors de la réunion de la Commission des normes professionnelles, à Pékin, en octobre 2008. Certains secteurs clés du plan abordent les besoins des membres en matière d'information sur la comptabilité et les rapports dans le secteur public et l'importance d'un organisme de normalisation indépendant. Le plan de travail propose également de mener un sondage auprès des membres pendant l'hiver 2008-2009 au sujet des normes comptables.

Pour obtenir de l'information concernant les travaux de cette sous-commission, veuillez communiquer avec Stuart Barr, vérificateur général adjoint, au Bureau du vérificateur général du Canada.

Courriel : [stuart.barr@oag-bvg.gc.ca](mailto:stuart.barr@oag-bvg.gc.ca)

Site Web : [www.oag-bvg.gc.ca](http://www.oag-bvg.gc.ca)

## Commission de renforcement des capacités

La Commission de renforcement des capacités de l'INTOSAI (CBC) a publié deux documents qui pourraient intéresser les membres de l'INTOSAI.

Le guide intitulé *Renforcement des capacités dans les institutions supérieures de contrôle des finances publiques* a été publié en anglais, en français, en arabe et en espagnol. On peut télécharger la version électronique sur le site Web de la CBC à <http://cbc.courdescomptes.ma>. On peut obtenir des exemplaires sur papier en communiquant avec le Bureau d'audit national du Royaume-Uni ([sonia.stoddart@nao.gsi.gov.uk](mailto:sonia.stoddart@nao.gsi.gov.uk)).

Le guide décrit un processus que peuvent appliquer les ISC pour évaluer l'état actuel de leur développement et recenser les mesures stratégiques qu'elles doivent prendre pour renforcer leurs capacités. Il recense les secteurs clés qui doivent être examinés dans le cadre de tout programme majeur de modernisation ou de changement et met l'accent sur

- le renforcement des compétences du personnel,
- le renforcement des services généraux et de soutien des ISC,
- l'accroissement de l'incidence des travaux de l'ISC par la création de partenariats externes efficaces.

La CBC est avide de voir le guide utilisé et elle encourage les membres de l'INTOSAI à l'appliquer pour favoriser des discussions aux niveaux institutionnel et régional. Les membres de la Commission sont disposés à contribuer à faciliter ces discussions sur demande.

De plus, le Bureau national d'audit de la Suède a rédigé le CBC Directory. Ce registre des projets de renforcement des capacités, qui peut être consulté en ligne à [www.cbcdirectory.org](http://www.cbcdirectory.org), constitue une source utile de renseignements sur les activités menées par les ISC en vue de renforcer leurs capacités. Les ISC qui veulent en apprendre davantage sur les expériences menées en faveur du renforcement des capacités d'autres ISC sont invitées à communiquer directement avec l'ISC concernée.

Renseignements : CBC

Courriel : [cocomptes@courdescomptes.ma](mailto:cocomptes@courdescomptes.ma)

Site Web : [www.courdescomptes.ma](http://www.courdescomptes.ma)

## Outil de collaboration en ligne de l'INTOSAI

L'outil de collaboration en ligne de l'INTOSAI, lancé par l'ISC de l'Inde en mai 2007, est un outil de travail destiné aux membres de l'INTOSAI qui est offert uniquement aux ISC membres pour leur communication interne. L'outil — qui vise à intégrer, en temps réel, les contenus, les documents, les courriels, les calendriers et les outils non structurés — fournit à l'INTOSAI un outil de collaboration, de communication et de gestion en temps réel.

Pour accéder à cet outil, tapez [www.intosaictool.org](http://www.intosaictool.org) ou cliquez sur le lien qui se trouve sur la page d'accueil du site Web de l'INTOSAI. Sur la page de connexion, les utilisateurs doivent entrer un nom d'utilisateur et un mot de passe. Pour créer ou modifier leur nom d'utilisateur et leur mot de passe, les membres de l'INTOSAI peuvent communiquer avec [tarun@pathinfotech.com](mailto:tarun@pathinfotech.com) ou [intosaictool@gmail.com](mailto:intosaictool@gmail.com).

## Tutoriel pour l'outil de collaboration

Pour aider les utilisateurs de l'outil de collaboration en ligne de l'INTOSAI, un tutoriel (dans les cinq langues officielles de l'INTOSAI) est disponible sur la page de connexion de l'outil. Il comprend 13 présentations, qui sont aussi disponibles en format PDF, sur les sujets suivants : comment se connecter, exploration de la page d'accueil, courriels, calendrier et tâches, espaces de travail, discussions, services visant le contenu, cyberconférences, listes d'envoi, profil d'utilisateur, messagerie en temps réel, exigences concernant l'infrastructure et des modèles pour la création d'utilisateur.

Renseignements : ISC de l'Inde

Courriel : [cag@cag.gov.in](mailto:cag@cag.gov.in), [pdir@cag.gov.in](mailto:pdir@cag.gov.in)

Site Web : [www.cag.gov.in](http://www.cag.gov.in)

## Groupe de travail sur les indicateurs nationaux clés

Le Groupe de travail sur les indicateurs nationaux clés de l'INTOSAI a été mis sur pied lors du XIX<sup>e</sup> congrès de l'INTOSAI à Mexico. Il est présidé par la Cour des comptes de la Fédération de Russie. La première réunion du Groupe de travail a eu lieu en mai 2008, à Moscou. Les ISC de la Hongrie, du Danemark, de l'Italie, du Kazakhstan, de la Chine, de la Lettonie, de la Lituanie, du Mexique, du Pakistan, de la Pologne, de la Russie, de la Slovaquie, des États-Unis, de l'Ukraine, de la Finlande et de la Suisse y ont assisté. Des observateurs des ISC de l'Arménie, du Bélarus, du Canada et de la Moldavie ont aussi assisté à la réunion, tout comme des représentants de deux organisations internationales, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Banque mondiale. Le mandat, les règles de procédure et le plan d'action pour 2008 ont été discutés et approuvés lors de cette réunion.

La mission du Groupe de travail est « de favoriser l'adoption de politiques coordonnées par les ISC nationales et l'INTOSAI en vue de définir et d'appliquer des indicateurs nationaux clés dans les secteurs économiques, écologiques et sociaux aux niveaux national et supranational ». Le Groupe de travail s'est donné les objectifs stratégiques suivants :

- Appuyer le rôle des ISC pour évaluer l'efficacité et l'efficacités des activités du gouvernement en fonction d'indicateurs nationaux clés.
- Appuyer le rôle international de l'INTOSAI pour faire la promotion de l'établissement et de l'utilisation d'indicateurs clés nationaux et supranationaux.

Le Groupe de travail mène un certain nombre de projets, notamment :

- un rapport sur les pratiques exemplaires en matière d'indicateurs clés nationaux dans le contexte des économies et des sociétés axées sur le savoir (coordonné par l'ISC de la Hongrie);

- un examen des expériences internationales dans l'établissement et l'application d'indicateurs clés nationaux (coordonné par l'ISC de la Lettonie);
- une aide à la mise en œuvre et à la surveillance de systèmes d'indicateurs clés nationaux et à l'amélioration de l'audit de performance dans les pays de la Communauté des états indépendants (coordonné par l'ISC de la Fédération de Russie);
- la préparation d'un glossaire des indicateurs clés nationaux (coordonné par l'ISC des États-Unis).

De plus, les membres du Groupe de travail ont discuté du protocole d'entente entre l'INTOSAI et l'OCDE et ont proposé d'y apporter des modifications. Ce protocole d'entente est axé sur une coopération entre le Groupe de travail et le projet global de l'OCDE dans le domaine de la mesure du progrès social.

Lors de sa réunion de novembre 2008, le Comité directeur de l'INTOSAI a approuvé le rapport sur les activités du Groupe de travail et le texte du protocole d'entente entre l'INTOSAI et l'OCDE.

La deuxième réunion du Groupe de travail sur les indicateurs clés nationaux se déroulera du 21 au 23 avril 2009 à Pékin.

Renseignements : Service de relations extérieures de la Chambre des comptes de la Fédération de Russie

Courriel : [intrel@ach.gov.ru](mailto:intrel@ach.gov.ru)

Site Web : <http://intosai4kni.org>

## **Préparation de la première réunion du nouveau *task force* de l'EUROSAI**

Le *Task force* de l'EUROSAI chargé du « Contrôle des fonds destinés aux désastres et catastrophes » été mis en place en juin 2008, lors du VII<sup>e</sup> Congrès de l'EUROSAI qui s'est tenu à Cracovie (Pologne). Ce *task force* a été établi en vue de poursuivre les travaux de l'ancien Sous-groupe spécial chargé du contrôle des conséquences des désastres naturels causés par l'homme et de l'élimination des déchets radioactifs, qui relevait du Groupe de travail de l'EUROSAI sur l'audit d'environnement depuis 2006.

La Chambre des comptes de l'Ukraine a été élue à la présidence du *task force*, qui a son secrétariat à Kiev. Quinze ISC européennes et deux autres entités ont déjà exprimé leur désir de participer à ce *task force*. Les membres à part entière du *task force* sont les ISC de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Bélarus, de la Belgique, de la Hongrie, de l'Islande, du Kazakhstan, de la Lituanie, de la Moldavie, de la Pologne et de la Fédération de Russie, ainsi que la Cour des comptes européenne. Les ISC de l'Italie, de

la Norvège et de la Slovaquie et le président du Groupe de travail sur l'obligation de rendre compte et le contrôle des aides en cas de catastrophes de l'INTOSAI assisteront aux réunions à titre d'observateurs.

L'ISC de l'Ukraine a rédigé l'ébauche du mandat et du plan de travail du *task force* pour 2009-2011. Ces documents décrivent la stratégie du groupe, son mandat et les activités qu'il mènera. Ils doivent être approuvés lors de la première réunion du *task force* qui est prévue pour les 17 et 18 mars 2009, à Kiev.

Renseignements : Chambre des comptes de l'Ukraine

Courriel : [rp@ac-rada.gov.ua](mailto:rp@ac-rada.gov.ua)

Site Web : [www.ac-rada.gov.ua/achamber/control/en/index](http://www.ac-rada.gov.ua/achamber/control/en/index)

## Signature du rapport conjoint d'audit sur le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl

Comme nous l'avons mentionné brièvement dans la livraison d'octobre 2008 de la *Revue*, le rapport sur l'audit coordonné international du Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl a été officiellement présenté et signé en juin 2008, lors du VII<sup>e</sup> congrès de l'EUROSAI, à Cracovie, en Pologne. Cet audit a été exécuté dans le cadre des travaux



Signature du rapport conjoint de l'audit coordonné sur le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl lors du VII<sup>e</sup> Congrès de l'EUROSAI en Pologne en juin 2008

de l'ancien Sous-groupe spécial chargé du contrôle des conséquences des désastres naturels causés par l'homme et de l'élimination des déchets radioactifs, qui relevait du Groupe de travail de l'EUROSAI sur l'audit d'environnement.

Les ISC de l'Ukraine, de l'Allemagne, de la Suisse, de la Pologne, de la Fédération de Russie et de la République slovaque et la Cour des comptes européenne ont participé à cet audit; les ISC des États-Unis et des Pays-Bas y ont aussi contribué. La Chambre des comptes de l'Ukraine a coordonné l'audit.

Les auditeurs ont positivement évalué 1) la collaboration entre la communauté internationale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement en 1997 en vue d'établir le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl et le doter d'apports financiers pertinents; et 2) les actions de l'Ukraine concernant le déclassement de la centrale nucléaire de Tchernobyl en 2000. Cependant, les auditeurs ont conclu que la construction d'une nouvelle enceinte de confinement et la conversion de la centrale détruite en un système écologique sûr accusent plus de sept années de retard. En outre, les coûts des travaux ont excessivement dépassé les premières estimations et vont probablement augmenter encore.

Pour assurer la sécurité du sarcophage de Tchernobyl et l'achèvement des travaux de construction d'une nouvelle enceinte de confinement, les auditeurs ont formulé des recommandations à l'intention du gouvernement ukrainien, des gouvernements qui contribuent au Fonds et de l'assemblée des bailleurs du Fonds. Les recommandations concernent les responsabilités des entrepreneurs, l'assurance-qualité des travaux et le contrôle du calendrier et des coûts des travaux, et l'atténuation des risques.

Renseignements : Chambre des comptes de l'Ukraine

Courriel : [rp@ac-rada.gov.ua](mailto:rp@ac-rada.gov.ua)

Site Web : [www.ac-rada.gov.ua/achamber/control/en/index](http://www.ac-rada.gov.ua/achamber/control/en/index)

### Programme de formation des formateurs de l'IDI-AFROSAI-F/CREFIAF

L'IDI et l'AFROSAI-F/CREFIAF (ISC de l'Afrique francophone) ont lancé la troisième édition du Programme de formation des formateurs de l'IDI en vue de créer un nouveau bassin de spécialistes de la formation pour la région. L'Atelier sur l'orientation et l'évaluation des compétences des participants, qui a eu lieu au Sénégal en novembre 2008, a marqué le début de ce programme. Dans le cadre de cet atelier, les participants au programme ont été sélectionnés. Une réunion a été organisée au Niger, en décembre 2008, en vue de concevoir un nouveau cours en révisant le matériel didactique et en intégrant un module sur le renforcement des capacités, qui permettra aux participants de lancer et de favoriser des initiatives de renforcement des capacités au sein de leur ISC. L'Atelier sur la conception et l'élaboration de cours et les techniques de formation de sept semaines devrait être donné en Tunisie, en février et mars 2009.

### Programme d'assurance-qualité de l'IDI-ASOSAI

Les évaluations des besoins exécutées en 2007 au sein de l'ASOSAI ont révélé que plusieurs ISC de la région souhaitent renforcer leurs systèmes d'assurance-qualité des audits. Après avoir élaboré des matériels didactiques et l'ébauche d'un manuel d'assurance-qualité en mars 2008, l'équipe de formateurs a donné un atelier sur l'assurance-qualité à des équipes provenant de dix ISC cibles de la région. Pendant cet atelier de deux semaines, qui a eu lieu en Mongolie en août 2008, les équipes ont préparé et présenté des plans pour mener des examens pilotes d'assurance-qualité. Tout de suite après l'atelier, les équipes ont mené les contrôles pilotes d'assurance-qualité au sein de leur ISC; elles ont, par la suite, fait circuler ces contrôles auprès des autres équipes participantes pour qu'elles les examinent. Les équipes se sont rencontrées, en Indonésie en novembre 2008, pour mettre en commun les résultats de leurs contrôles pilotes. Les participants ont aussi modifié l'ébauche du manuel d'assurance-qualité pour l'adapter aux besoins de leurs ISC respectives.

### Programme d'évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités de l'IDI-ARABOSAI

L'IDI et l'ARABOSAI ont terminé la mise en œuvre du Programme d'évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités au sein de 18 ISC de la région. Pour conclure le Programme, une réunion d'examen pour le deuxième groupe d'ISC a eu lieu à Oman, en octobre 2008. Cette réunion a permis aux équipes d'évaluation des besoins d'examiner et de recevoir des commentaires sur les évaluations des besoins menées dans leurs ISC respectives après l'atelier qui a eu lieu en septembre 2008. Dans le cadre de ce programme, l'IDI et la région ont recensé des programmes de coopération future possibles et renforcé les moyens dont disposent les ISC régionales pour évaluer leurs besoins en matière de renforcement des capacités.

### NOUVELLES DE L'IDI



La rubrique Nouvelles de l'IDI vous tient informés des travaux et des programmes de l'Initiative de développement de l'INTOSAI. Pour en savoir davantage sur l'IDI et obtenir de l'information à jour entre les numéros de la *Revue*, visitez le site Web de l'IDI à l'adresse suivante : [www.idi.no](http://www.idi.no).

## **Programme de formation combiné à base électronique pour les formateurs de l'IDI-ASOSAI**

En 2008, l'IDI et l'ASOSAI ont lancé un programme de formation combiné en vue de créer un nouveau bassin de spécialistes en formation dans la région. Après avoir été sélectionnés en ligne et avoir terminé la phase préparatoire à l'apprentissage, les 37 participants de 18 ISC ciblées de l'ASOSAI se sont rencontrés pour participer à un Atelier de conception et de développement des cours (ACDC) de trois semaines, à Hanoï, au Vietnam, en octobre et en novembre 2008. Conformément aux nouvelles orientations de l'IDI, l'atelier visait à perfectionner les compétences des participants en vue de leur permettre d'évaluer les besoins en matière de renforcement des capacités de leurs ISC, de concevoir et d'établir un programme de formation structuré et participatif fondé sur les principes de l'apprentissage des adultes et d'évaluer les programmes de renforcement des capacités. Pendant l'étape de travaux pratiques en ligne, qui a duré six semaines, après l'ACDC, les participants ont été divisés en quatre groupes en vue de créer un cours sur deux sujets — le perfectionnement professionnel du personnel au sein des ISC et la planification stratégique au sein des ISC. Pendant toute cette étape, qui a pris fin à la fin décembre, les participants ont collaboré grâce à un site de projet en ligne. En mai 2009, les participants vont se réunir à nouveau pour un atelier de trois semaines sur les techniques d'instruction.

## **L'IDI et la liaison avec la communauté de l'INTOSAI**

Les représentants de l'IDI ont assisté aux rencontres suivantes au cours des derniers mois : Assemblée générale de l'AFROSAI (Afrique du Sud), réunion conjointe des bailleurs de fonds et de l'INTOSAI (Londres), réunion du comité de pilotage de la Commission des normes professionnelles de l'INTOSAI (Chine), réunion du comité de pilotage de la Commission du renforcement des capacités de l'INTOSAI (Maroc), Assemblée générale de l'OLACEFS (Colombie), Groupe de travail sur les communications de l'INTOSAI (Autriche), réunion du Comité directeur de l'INTOSAI (Autriche), Réunion du Comité directeur et réunion de la Commission sur la formation régionale de l'ASOSAI (Pakistan), réunion du comité de liaison avec les ISC de l'Union européenne (Luxembourg), réunion de mise à jour technique de l'AFROSAI-A et réunion de planification des projets pour les partenaires (Afrique du Sud), et réunion de la Commission de formation régionale de l'ARABOSAI (Jordanie).

## **Communication avec l'IDI**

Pour toute question concernant les Nouvelles de l'IDI, prière de communiquer avec l'IDI :

Courriel : [idi@idi.no](mailto:idi@idi.no)

Site Web : [www.idi.no](http://www.idi.no)

# Événements de l'INTOSAI 2009



<p><b>Janvier</b></p> <p><b>25-29</b> Réunion du Groupe de travail pour le contrôle écologique Doha, Qatar</p>	<p><b>Février</b></p> <p><b>11-13</b> 20<sup>e</sup> Symposium ONU/INTOSAI Vienne, Autriche</p>	<p><b>Mars</b></p> <p><b>5-6</b> Réunion du comité de pilotage de la Commission de partage et de gestion des connaissances New Delhi, Inde</p> <p><b>9-11</b> Réunion du Groupe de travail sur la valeur et l'avantage des ISC Afrique du Sud</p> <p><b>17-19</b> Réunion du Groupe de travail sur la privatisation, la réglementation économique et les partenariats publics/privés Moscou, Fédération de Russie</p>
<p><b>Avril</b></p> <p><b>ÀD</b> Réunion de la Sous-commission des normes de contrôle pour l'audit financier Luxembourg</p> <p><b>ÀD</b> Réunion du Groupe de travail pour le contrôle de la technologie de l'information Doha, Qatar</p> <p><b>21-23</b> Réunion du Groupe de travail sur les indicateurs nationaux clés Pékin, Chine</p> <p><b>ÀD</b> Réunion du <i>Task force</i> de la stratégie de communication de l'INTOSAI Vienne, Autriche</p>	<p><b>Mai</b></p>	<p><b>Juin</b></p> <p><b>ÀD</b> Réunion du Groupe de travail sur l'obligation de rendre compte et le contrôle des aides en cas de catastrophes Corée</p>
<p><b>Juillet</b></p> <p><b>ÀD</b> Réunion du Groupe de travail pour la lutte contre le blanchiment de capitaux à l'échelle internationale et la corruption Jakarta, Indonésie</p>	<p><b>Octobre</b></p> <p><b>4-10</b> XIX<sup>e</sup> Assemblée générale de l'OLACEFS Asunción, Paraguay</p> <p><b>ÀD</b> Réunion de la Sous-commission des normes de contrôle pour l'audit financier Mexico</p>	<p><b>Novembre</b></p> <p><b>16-18</b> 59<sup>e</sup> réunion du Comité directeur de l'INTOSAI Le Cap, Afrique du Sud</p>

*N.D.L.R.* Ce calendrier est publié à l'appui de la stratégie de communication de l'INTOSAI et comme moyen d'aider les membres à planifier et à coordonner leurs engagements. Figurent dans cette rubrique régulière de la *Revue* les événements intéressant l'ensemble des membres de l'INTOSAI et les événements régionaux, tels que les congrès, les assemblées générales et les réunions du Comité directeur. En raison de l'espace restreint, les nombreux cours de formation et autres réunions professionnelles des régions ne peuvent être inclus. Pour plus de renseignements, s'adresser au Secrétaire général de chaque groupe régional.

INTOSAI

